

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/RL/M/18

15 octobre 2004

(04-4335)

Groupe de négociation sur les règles

RAPPORT RÉSUMÉ DE LA RÉUNION DU 28 SEPTEMBRE 2004

Note du Secrétariat

1. Le Groupe de négociation sur les règles (le "Groupe") a tenu une réunion formelle le 28 septembre 2004.

A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2. Le Groupe a adopté l'ordre du jour ci-après:

A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

B. SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES, Y COMPRIS LES SUBVENTIONS AUX PÊCHERIES

C. ANTIDUMPING

D. AUTRES QUESTIONS

- Date de la prochaine réunion du Groupe.

B. SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES, Y COMPRIS LES SUBVENTIONS AUX PÊCHERIES

3. Le Groupe a examiné une nouvelle communication intitulée "Proposition concernant les subventions aux pêcheries" (TN/RL/W/164). L'auteur de la communication a rappelé ses préoccupations concernant les propositions qui visaient une large prohibition assortie d'exceptions, car cela pouvait conduire à prohiber un trop grand nombre de subventions utiles. Dans le document, trois catégories de mesures étaient examinées: les subventions aux pêcheries, les subventions générales autres que les subventions aux pêcheries et les versements des pouvoirs publics ne relevant pas de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC"). L'auteur a fait remarquer que l'octroi des subventions générales répondait à des objectifs généraux de protection sociale et était prévu pour tous les secteurs d'activité, et non uniquement les pêcheries. Les versements des pouvoirs publics ne relevant pas de l'Accord SMC concernaient les infrastructures comme les ports de pêche et les équipements résidentiels qui n'étaient pas exclusivement réservés aux pêcheurs. Les subventions aux pêcheries se subdivisaient en trois catégories: les subventions destinées à promouvoir la conservation et l'utilisation durable des ressources halieutiques; les subventions – y compris celles visant à réduire les coûts et à augmenter les recettes – qui n'avaient pas d'effets défavorables ni n'entraînaient une dégradation des ressources grâce à une gestion appropriée; et les subventions qui avaient des effets défavorables et devaient donc être prohibées. Ces dernières étaient principalement des subventions à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, en particulier les subventions octroyées pour l'immatriculation de navires de pays qui n'étaient pas membres d'organisations internationales, et les subventions destinées aux pêcheurs possédant à la fois

des navires dûment autorisés et des navires pratiquant la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

4. Selon l'auteur, la compatibilité avec la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et l'Accord sur la pêche en haute mer et les législations nationales était le fondement d'une gestion appropriée. Les mécanismes de contrôle et de plafonnement de la capacité étaient des éléments importants et devraient être mis en œuvre de manière transparente en étant publiés ou notifiés. L'auteur a évoqué à titre d'exemple sa propre expérience en matière de gestion, en faisant observer qu'il avait mis en œuvre des restrictions de la capacité de pêche. S'agissant de la question de la distorsion des échanges, 75 pour cent des ressources halieutiques mondiales étaient pleinement ou excessivement exploitées. Par conséquent, la conservation et l'exploitation durable des ressources étaient le problème prioritaire et un principe fondamental pour le développement du commerce des produits de la pêche.

5. Certains participants ont accueilli avec satisfaction le document qui selon eux proposait une réponse raisonnable aux problèmes du secteur des pêcheries. À leur avis, la question de la surcapacité et de la surpêche relevait de la gestion des ressources et il n'existait pas nécessairement un lien de causalité entre les subventions aux pêcheries et la surcapacité ou la surpêche. En conséquence, des disciplines nouvelles devraient être fonction des incidences dommageables de certaines subventions sur les ressources halieutiques, compte tenu du régime de gestion des ressources adopté. Ces participants étaient partisans de la méthode de l'inclusion suivant laquelle les participants pourraient identifier les subventions et prohiber celles qui conduisaient à la surcapacité et à la surpêche dans les pêcheries mal gérées ou qui encourageaient la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. La définition de cette pêche devrait être compatible avec celle qui figurait dans la section intitulée "Nature de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et portée du Plan d'action international de la FAO". Parallèlement, les subventions qui ne faussaient pas les échanges et pouvaient contribuer à la gestion et à la conservation des ressources pourraient ne pas donner lieu à une action. Cela encouragerait les Membres à prendre des mesures appropriées en vue de la conservation des ressources, à promouvoir le développement durable et à transformer leurs mesures pour les faire passer de la catégorie rouge à la catégorie verte. Les versements des pouvoirs publics en vue de l'amélioration de l'infrastructure générale comme les ports de pêche et les équipements résidentiels dans les villages de pêcheurs, ainsi que la protection du littoral sortaient du cadre de la définition des subventions figurant dans l'Accord SMC actuel. Il convenait d'aborder la question de la distorsion des échanges en clarifiant et en renforçant les règles et les disciplines de l'Accord SMC pour tous les secteurs de production non agricole.

6. D'autres participants contestaient l'accent mis par l'auteur sur les effets des subventions aux pêcheries sur les ressources. Certains d'entre eux estimaient que les disciplines devaient viser aussi bien les questions relatives à la conservation que celles qui étaient liées à la distorsion des échanges, alors que d'autres considéraient que seules des disciplines régissant les subventions faussant les échanges devraient être négociées, même si celles-ci pouvaient avoir pour effet de moins inciter le secteur des pêcheries à investir dans la surcapacité. Un participant a fait observer que la définition donnée par l'auteur d'une pêcherie correctement gérée s'appliquait à la plupart, sinon la totalité, des 75 pour cent de pêcheries actuellement surexploitées. Il a également été dit que l'approche proposée par l'auteur introduirait à l'OMC des concepts tels que celui de "pêcherie correctement gérée" qui étaient nouveaux pour l'Organisation. Ces mêmes participants étaient dans l'ensemble hostiles à l'application de la méthode de l'inclusion pour la prohibition, mais ils considéraient que les subventions pour la gestion, l'infrastructure générale, le paiement des droits d'accès et les programmes de sécurité sociale pouvaient être considérées comme des exceptions possibles à une prohibition générale. Certains types de programmes, comme le désarmement des navires, devraient être assortis de conditions pour faire en sorte que ces programmes atteignent leurs objectifs. Les subventions à la pêche en haute mer devraient être prohibées immédiatement. L'octroi de subventions à la construction navale ne contribuait pas à la conservation des stocks de poissons à l'échelle mondiale et pouvait

déboucher à terme sur le subventionnement des pêcheries, que ce soit en haute mer ou dans les zones économiques d'autres pays. Il a été dit que suivant la proposition, tout serait dans la catégorie verte et rien dans la catégorie rouge et que l'approche adoptée par l'auteur pour faire la distinction entre ces catégories manquait de transparence et pouvait donner lieu à des jugements subjectifs. Un certain nombre de participants reconnaissaient certes l'importance économique et sociale des pêcheries pour les pays en développement, mais l'auteur du document perdait de vue le fait que tous les pays en développement n'avaient pas besoin d'un traitement spécial et différencié. En résumé, certains participants considéraient que la position de l'auteur représentait un grand pas en arrière par rapport à la structure actuelle, qui n'était pas satisfaisante, des disciplines régissant les subventions aux pêcheries. Au lieu de proposer des solutions pour clarifier et améliorer les disciplines relatives aux subventions aux pêcheries, l'auteur tentait d'exempter presque tous les programmes de subventions aux pêcheries, même ceux qui bénéficiaient à la construction de navires de pêche, dès lors qu'une pêcherie était correctement gérée, indépendamment de tout effet défavorable sur le commerce.

7. Un participant a dit que toutes disciplines nouvelles devraient permettre que la gestion appropriée des ressources halieutiques soit un moyen pour les pays en développement de réduire la pauvreté et de réaliser leurs objectifs de développement rural. Les programmes de subventions visant à accroître la capacité dans les pays en développement devraient comporter des subventions à l'investissement, des mesures d'aide y compris des versements directs destinés à encourager la pêche et le développement rural, l'élimination de la pauvreté dans les communautés de pêcheurs, des programmes de formation et d'éducation, une assistance au secteur des pêcheries ou aux offices ou coopératives de commercialisation, des incitations fiscales et la réduction du coût de la commercialisation et du transport. Il fallait mener une discussion approfondie sur les subventions à la pêche artisanale pour tenter d'en préciser l'étendue. Les pays en développement ne devraient pas être privés de la possibilité de recourir aux subventions pour développer leur secteur de la pêche.

8. Plusieurs questions ont été soulevées. Des précisions ont été demandées sur le point de savoir si l'auteur laissait entendre que les domaines relevant de la catégorie verte devraient être traités comme des subventions ne donnant pas lieu à une action, si la liste de domaines décrits dans le document était exhaustive et si l'auteur suggérait de rétablir l'article 8 et l'article 6.1 de l'Accord SMC pour prendre en compte ces programmes. L'auteur a été invité à expliquer comment les différents problèmes et situations des pays en développement et des PMA étaient pris en considération dans sa proposition. Il a également été invité à indiquer à titre d'exemple quelle proportion de ses subventions entrait dans la catégorie verte qu'il proposait. On a demandé à l'auteur s'il estimait que l'octroi de subventions à la construction navale devrait être autorisé si les navires en question étaient destinés à la pêche hauturière, et si le recours aux subventions générales devrait être exclu du champ des disciplines.

9. L'auteur a souligné que l'OMC était le cadre approprié pour examiner la question de la durabilité des ressources halieutiques. Il ne contestait pas entièrement les effets de distorsion de certains types de subventions sur le commerce, mais il a insisté sur le fait que les notions de conservation et d'exploitation durable des ressources halieutiques étaient fondamentales. Il a souligné l'importance de la méthode de l'inclusion qu'il proposait et a demandé qu'elle continue à faire l'objet de discussions à l'avenir. Enfin, il s'est dit prêt à accepter que les pays en développement bénéficient d'un traitement spécial et différencié, en particulier pour la pêche artisanale. Il a ajouté qu'il n'avait pas l'intention de classer les pays en développement en catégories.

C. ANTIDUMPING

10. Aucun document nouveau n'a été présenté pour examen au titre de ce point de l'ordre du jour et aucun participant n'a soulevé de question touchant l'antidumping pendant la réunion.

D. AUTRES QUESTIONS

11. Le Président a rappelé que la réunion suivante du Groupe consacrée à l'antidumping et aux subventions et mesures compensatoires, y compris les subventions aux pêcheries, se tiendrait du 1^{er} au 3 novembre 2004. La date limite pour la communication de toute proposition informelle détaillée en vue de son examen en mode informel lors de cette réunion serait le lundi 18 octobre 2004, avant la fermeture des bureaux.
